



HAUTE AUTORITÉ
POUR LA TRANSPARENCE
DE LA VIE PUBLIQUE

DECLARATION D'INTÉRÊTS

en qualité de

Elu départemental/Saône-et-Loire (71)/vice-président délégué aux collèges, au numérique et aux relations avec l'union européenne

NOM : genet

PRENOM : fabien

- Date de nomination ou d'entrée en fonctions :** 22/06/2016
- Date de renouvellement ou de fin de fonctions :** .../.../...

Indications générales

- 1) En vertu de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 susvisée, constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.
- 2) En vertu du I de l'article 4 et du I de l'article 11 de la même loi, la déclaration d'intérêts, qui vise à prévenir la survenance des conflits d'intérêts porte sur les intérêts détenus à la date d'élection et dans les cinq années précédant cette date. La déclaration précise le montant des rémunérations, indemnités ou gratifications perçues au titre des éléments mentionnés aux 1° à 5° et 8° de la présente déclaration.
- 3) La mention "néant" doit être portée dans les rubriques non remplies.

Renseignements personnels :

Année de naissance : 22/03/1975

Profession : collaborateur parlementaire

Adresse à utiliser pour le courrier : [REDACTED]

Coordonnées téléphoniques : [REDACTED]

Mail à utiliser pour le courriel : [REDACTED]

*

1° Les activités professionnelles donnant lieu à rémunération ou gratification exercées à la date de l'élection ou de la nomination :

Description de l'activité professionnelle	Rémunération ou gratification perçue
collaborateur parlementaire Employeur: Sénateur DERIOT / AGAS	3120 euros net/mensuel

2° Les activités professionnelles ayant donné lieu à rémunération ou gratification exercées au cours des cinq dernières années :

Description de l'activité professionnelle	Rémunération ou gratification perçue
de 01/2011 à 12/2011 collaborateur parlementaire du sénateur DERIOT	53224 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2012 à 12/2012 collaborateur parlementaire du sénateur DERIOT	32662 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2013 à 12/2013 collaborateur parlementaire du sénateur DERIOT	32294 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2014 à 12/2014 collaborateur parlementaire du sénateur DERIOT	30450 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2015 à 12/2015 collaborateur parlementaire du sénateur DERIOT	41475 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2011 à 12/2011 collaborateur du groupe URB au conseil général de l'Allier	1842 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2012 à 12/2012 collaborateur du groupe URB au conseil général de l'Allier	11036 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2013 à 12/2013 collaborateur du groupe URB au conseil général de l'ALLIER	11012 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)
de 01/2014 à 12/2014 collaborateur du groupe URB au conseil général de l'ALLIER	9146 euros (traitements et salaires déclaration fiscale)

3° Les activités de consultant exercées à la date de l'élection ou de la nomination et au cours des cinq dernières années :

Identification de l'employeur ou de la structure sociale d'emploi	Description de l'activité professionnelle	Rémunération ou gratification perçue
Néant		

4° Les participations aux organes dirigeants d'un organisme public ou privé ou d'une société à la date de l'élection ou de la nomination ou lors des cinq dernières années :

Identification de l'organisme public ou privé ou de la société	Description de l'activité	Rémunération ou gratification perçue
Année: 2015 federation nationale des collectivités concédantes de réseaux FNCCR	membre du conseil d'administration	278 euros (remboursement frais deplacement - traitements et salaires déclaration fiscale)
Année: 2014 association des maires de Saône et Loire	membre du conseil d'administration ⁽¹⁾	neant
Année: 2014 centre de gestion de la fonction publique territoriale de Saone et loire	membre du conseil d'administration ⁽²⁾	neant

Commentaires :

¹élu depuis 2014.

²élu depuis 2014

5° Les participations financières directes dans le capital d'une société à la date de l'élection ou de la nomination :

Identification de la société	Evaluation de la participation financière	Rémunération ou gratification perçue
Néant		

6° Les activités professionnelles exercées à la date de l'élection ou de la nomination par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin :

Identification du conjoint, du partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou du concubin	Description de l'activité professionnelle
Néant	

7° Les fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d'intérêts :

Identification de la structure ou de la personne morale	Description des activités et responsabilités exercées
Néant	

8° Les fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection ou de la nomination :

Identification des fonctions et mandats électifs	Date de début et de fin de fonction et mandats électifs	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Maire de DIGOIN	Début: 2014 Fin: 2020	1642 euros net/mensuel
Président de la Communauté de Communes DIGOIN Val de Loire	Début: 2014 Fin: 2017	1392 euros net/mensuel
Vice-Président du Pays Charolais Brionnais	Début: 2014 Fin: 2020	366 euros net/mensuel
Président du Syndicat Départemental d'Energie de Saône et Loire	Début: 2014 Fin: 2020	1083 euros net/ mensuel
vice président du Conseil départemental de Saône et Loire	Début: 2015 Fin: 2021	2378 euros net/ mensuel (mais 1951 euros de retenue à la source donc 427 euros perçus)

9° Observations.

Il est enfin rappelé que le code pénal punit d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait d'omettre de déclarer une partie substantielle de son patrimoine ou de fournir une évaluation mensongère de son patrimoine, et d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende le fait de ne pas communiquer les informations et pièces utiles à l'exercice de la mission de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Peuvent être prononcées, à titre complémentaire de la première de ces peines l'interdiction des droits civiques selon les modalités prévues aux articles 131-26 et 131-26-1 du code pénal, ainsi que l'interdiction d'exercer une fonction publique selon les modalités prévues à l'article 131-27 du même code.

Je soussigné : fabien genet

certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

Fait, le 23/08/2016 17:22:18

Signature : fabien genet